

Deux siècles de laïcité en France:

Quelques repères chronologiques

1792-1795 (Convention – 1^{ère} République)

En 1792, **Condorcet** propose un système éducatif séparé de toute influence religieuse, mais le projet est abandonné.

En 1795, un **décret sépare l'Eglise et l'Etat**. La République ne salarie aucun culte, la loi ne reconnaît aucun ministre du culte.

1795 (Directoire – 1^{ère} République)

La Constitution de 1795 stipule que **"nul ne peut être empêché d'exercer un culte qu'il a choisi."**

1801 (Consulat – 1^{ère} République)

La signature du Concordat entre Napoléon Bonaparte et Pie VII

abolit la Loi de 1795 séparant l'Eglise de l'Etat. Le pacte institue un régime de pluralisme religieux: le catholicisme n'est pas reconnu comme religion d'Etat mais comme **"religion de la grande majorité des citoyens français"**.

Le Concordat met fin à 10 ans de querelles entre le Vatican et la France et instaure la paix religieuse.



J-A-D Ingres, *Napoléon sur le trône impérial*, 1806, Musée de l'Armée.

1833 (Monarchie de Juillet)

La Loi Guizot (ministre de l'Instruction publique) **légalise les écoles privées**.

"L'instruction primaire est privée ou publique" et précise la notion d'école publique "Celles qu'entretiennent en tout ou partie les Communes, les Départements ou l'Etat".

L'instruction morale demeure une priorité des matières à enseigner.

1850 (Seconde République)

La Loi Falloux introduit le principe de la **liberté de l'enseignement primaire et secondaire**. Les congrégations religieuses peuvent développer leurs activités scolaires tout au long du Second Empire (1852-1870).



1870-1880 (La Commune – III^{ème} République)

Emergence d'une "laïcité de combat"

1879: La **Loi Bert** impose l'ouverture d'une **Ecole Normale d'Institutrices** dans chaque département.

1880: La **Loi Camille Sée** instaure la création de **collèges et lycées de filles** et l'enseignement secondaire public et laïque pour les filles. L'enseignement religieux est remplacé par les cours de morale.

1879-1882: Lois de Jules Ferry. "L'école est publique, gratuite et laïque"

Mars 1879: La République interdit aux congrégations catholiques d'enseigner.

Mars 1880: 5000 professeurs congrégationnistes sont expulsés de l'enseignement.

Juin 1881: L'enseignement primaire devient gratuit.

Mars 1882: L'enseignement primaire devient laïc et obligatoire.



Jules Ferry.



Ecole de garçons, 1905.

Article 1: "L'enseignement primaire comprend l'instruction morale et civique, la lecture et l'écriture, la langue et les éléments de la littérature française, la géographie, particulièrement celle de la France, l'histoire, particulièrement celle de la France jusqu'à nos jours, quelques notions usuelles de droit et d'économie politique, les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques, leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels, travaux manuels et usage des outils des principaux métiers, les éléments du dessin, du modelage et de la musique, la gymnastique, pour les garçons, les exercices militaires ; pour les filles, les travaux à l'aiguille. "

Article 4: "L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six ans révolus à treize ans révolus ; elle peut être donnée soit dans les établissements d'instruction primaire ou secondaire, soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans les familles par le père de famille lui-même ou par toute personne qu'il aura choisie. "

L'article 2 octroie 1 jour de congés par semaine afin de permettre aux enfants de suivre un enseignement religieux: "Les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse, en dehors des édifices scolaires. L'enseignement religieux est facultatif dans les écoles privées. "

1886: L'enseignement secondaire devient à son tour laïc.

Juillet 1901: La **Loi sur les associations** limite l'emprise des congrégations religieuses dans l'enseignement. Les congrégations catholiques doivent déposer une demande d'autorisation.

1902: Emile Combes président du Conseil. **Fermeture des congrégations catholiques non autorisées.** Protestation des évêques.

Juillet 1904: Plus aucun congrégationniste n'a le droit d'enseigner.
Rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican.



Eugène Delacroix, *La liberté guidant le peuple*, 1830, Louvre.

Décembre 1905: Loi de séparation des Eglises et de l'Etat et fin du Concordat napoléonien. "La République assure la liberté de conscience, garantit le libre exercice des cultes, mais n'en reconnaît, n'en salarie, n'en subventionne aucun".

1906-1907: Conflit des inventaires. Les inventaires des biens des lieux de culte provoquent les protestations des paroisses. Division de **gauche radicale** (souhaite éliminer la religion) et **modérée** (pour la liberté de conscience). Division de la **droite radicale** (rejette en bloc la séparation) et **modérée** (tente d'atténuer les effets de la séparation).

Janvier 1907: Loi sur l'appartenance des édifices religieux. Plus de 30 000 édifices sont mis à disposition des Eglises.

1914-1918: Rétablissement des relations avec le Vatican sous Benoît XV. Période de "l'Union sacrée." De nombreuses congrégations reviennent ou se reconstituent, tolérées par les pouvoirs publics. A la fin de la guerre, l'Alsace-Lorraine revient à la France. Les deux régions conservent leur législation scolaire antérieure au régime concordataire.

1924 Coalition des socialistes et des radicaux aux élections législatives. Succès du "Cartel des gauches". Durcissement des lois laïques en vigueur, mais les évêques mobilisent les catholiques.
Nouvelle vigueur de l'Église.

1936 (Front Populaire)

Triomphe des ligues laïques. Les circulaires Jean Zay interdisent toute forme de prosélytisme, politique ou confessionnel à l'école.

1940 (Régime de Vichy)

Annulation de fait (puis par une loi de mars 1941) de la plupart des conquêtes laïques.



Buste de Marianne.

1945-1958 (IV^{ème} République)

La Constitution mentionne que "*La France est une République une et indivisible, laïque, sociale et démocratique*".

Démocrates, chrétiens du MRP (Fonds du Mouvement Républicain Populaire) et socialistes collaborent.

Tentatives de négociations discrètes entre le Vatican et la France sous Guy Mollet, président du Conseil et du Parti socialiste.

1959 (V^{ème} République)

La **Loi Debré** accorde des subventions publiques aux établissements privés sous contrat.
Tollé chez les ligues laïques.

1962-65: Concile Vatican II. Les avancées de l'Église catholique sur des questions de mœurs et de théologie ouvrent une période d'apaisement avec les anti-cléricaux français.

1984: Le projet de loi Savary (ministre de l'Éducation Nationale du gouvernement Mauroy) vise à fédérer éducation publique et écoles privées dans un même dispositif d'Enseignement national.
Mobilisation des défenseurs de l'école confessionnelle et de la simple liberté de choix: le 24 juin, une manifestation à Paris (plus d'un million de personnes) provoque le **retrait de la loi** et la chute du gouvernement.

1989-90: Première affaire du voile. Un principal du collège de Creil exige qu'une élève retire son foulard.
La "**circulaire Jospin**" s'oppose au port du voile.

1993-94: Seconde affaire du voile.

La "**circulaire Bayrou**" s'oppose au port de signes religieux "ostentatoires" recommandant l'indulgence pour les signes d'appartenance "discrets".

2003-04: Troisième affaire du voile.

Le rapport Stasi sur la laïcité entraîne le vote d'une loi interdisant le port de "signes religieux ostensibles" à l'école et dans d'autres institutions de la République.



Manifestation de femmes voilées contre la proposition de Loi de la Commission Stasi (17 janvier 2004.)
<http://www.portail-religion.com>

2005: Centenaire de la loi de 1905 sur fond d'émeutes dans les banlieues, de conflits sur le passé colonial français et de divisions au sein des grands partis entre adversaires et défenseurs de sa modification, pour l'adapter notamment aux 5 millions de musulmans français.

Source: Assemblée nationale.

<http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/eglise-etat/chronologie.asp>